

Quel avenir pour le Congo après la fraude électorale du 30 décembre 2018 ?

Eminence,

Excellences,

Mes dames et messieurs en vos titres et qualités respectifs,

1. Avant de commencer ma conférence, je voudrais m'acquitter de l'agréable devoir de remercier sincèrement les Grandes Conférences Catholiques, ainsi que les organisateurs du présent cycle desdites conférences pour leur généreuse invitation à m'adresser à cette auguste assemblée. Plus spécialement, je remercie chaleureusement monsieur Emmanuel Cornu, le président des Grandes Conférences Catholiques pour sa sollicitude à mon égard dans l'organisation pratique de mon séjour.

2. L'invitation qui m'avait été adressée exprimait le vœu de me voir donner une conférence intitulée : « Quel avenir pour le Congo ? ». Normalement, j'aurais dû envoyer le texte de ma conférence aux organisateurs plusieurs mois avant ladite conférence. Cependant, si je l'avais fait, mon texte n'aurait pas reflété les développements rapides et récents qui ont eu lieu au



Congo : une élection volontairement bâclée y a eu lieu le 30 décembre 2018 et les résultats de ladite élection ont été fabriqués. Pour refléter cette tragédie qui vient de se passer au Congo, j'ai ajouté une précision au sujet qui m'a été donné et qui s'articule maintenant comme suit : « Quel avenir pour le Congo après la fraude électorale du 30 décembre 2018 ? »

Une question récurrente

3. Le 30 décembre 2018 se sont finalement tenues les élections présidentielle et législatives tant nationales que provinciales qui auraient pourtant dû avoir lieu deux ans plutôt en décembre 2016. De nombreuses voix dont celle de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO en sigle), chiffres à l'appui, sont montées au créneau pour dévoiler et dénoncer les irrégularités et la grande fraude ayant caractérisé ces élections ainsi que la fabrication des résultats qui s'en est suivi⁹. Face à cette nouvelle page de l'histoire de la République Démocratique du Congo, de nombreux observateurs unissent leurs cris à ceux des fils et filles de mon pays qui se posent cette question cruciale : quel est l'avenir de ce pays ?

4. Il sied ici de remarquer que cette question est récurrente dans l'histoire de mon pays dont les bases pour un avenir réellement prometteur ont été progressivement démantelées *thp*

depuis la dernière décennie du siècle dernier. En effet, la question se posait déjà au lendemain de l'indépendance en 1960 au regard des événements qui s'en sont suivis. Lorsqu'en 1965, le colonel Mobutu accomplissait son coup d'Etat, la même interrogation a taraudé l'esprit du peuple et des acteurs politiques ou économiques de l'époque. Venant confirmer les inquiétudes des uns et autres, la dictature montante de Joseph Mobutu suscita de vives protestations puisque son système entraîna le pays dans une vertigineuse descente aux enfers, notamment après la zaïrianisation en 1973 dont nous avons payé deux fois le prix : les acquéreurs des entreprises nationalisées n'étaient pas outillés pour les conduire, et les propriétaires de ces entreprises furent indemnisés à la fois par la Belgique ainsi que le Congo. Le tissu social se délabra progressivement, les infrastructures sociales (les centres de santé, les écoles, les routes, etc.) furent abandonnées à leur triste sort, les animateurs des institutions s'adonnaient concurremment à la prédation des richesses du pays, établissant la corruption et le mensonge en mode de gouvernance. C'était également dans ce contexte que la question sur l'avenir du Congo s'était posée avec acuité. La même question avait resurgi avec toute sa vigueur quand les espoirs qui renaissaient avec la chute de Mobutu s'étaient brutalement estompés avec le surgissement des groupes rebelles aux seules fins de piller systématiquement

slp

les ressources du pays ; tous les maux décriés jadis sous Mobutu faisaient alors leur réapparition.

5. Aujourd'hui plus qu'hier, la même question refait surface, après que le peuple qui a décidé d'en découdre avec le régime désastreux des Kabila, voit ses espoirs pour une authentique alternance voler en éclats. En effet, aux lendemains du scrutin du 30 décembre dernier, la CENCO qui avait déployé quelque 40.000 observateurs, confiait à la CENI qu'elle en connaissait le vainqueur, au vu des chiffres traçables en sa possession. Dans la nuit de mercredi à jeudi, 10 janvier 2019, la Commission électorale indépendante annonçait que monsieur Félix Tshisekedi arrivait en tête de l'élection présidentielle avec 7 051 013 des voix, soit 38, 57 % des suffrages exprimés, devant Martin Fayulu qui n'aurait reçu que 34, 8% des voix. Cependant, les chiffres de la CENCO indiquent le score suivant : 62,11% pour Martin Fayulu, 16,88% pour Emmanuel Ramazani Shadari, et 16,93% pour Félix Tshisekedi. Les appels à la vérité des urnes lancés par la CENCO et d'autres très nombreuses organisations tant nationales qu'internationales ne seront pas entendus par la cour constitutionnelle qui a statué sur les résultats définitifs, et a confirmé le verdict de la CENI déclarant la victoire de monsieur Félix Tshisekedi, jugeant les recours introduits par monsieur Martin Fayulu, recevables mais non fondées, faute de preuves.

Les juges avaient estimé que la demande de recomptage des voix demeurerait exceptionnelle et que la demande serait « absurde », concluant que seule la CENI avait fourni « des résultats authentiques et sincères ». Après cette parodie de justice par une cour totalement inféodée au pouvoir de monsieur Joseph Kabila qui en avait changé la configuration durant les derniers mois avant les élections, la CENCO qui avait donné le rapport général de sa mission d'observation avait nettement souligné que d'après le plus large de son échantillon (71,53% des suffrages valablement exprimés), les résultats provisoires confirmés par la Cour constitutionnelle « ne correspondent pas aux données collectées », et appelait à la publication des résultats du vote « bureau de vote par bureau de vote ».

6. Au niveau des législatives provinciales et nationales, la CENI a donné gagnant le Front Commun pour le Congo (FCC en sigle), coalition formée autour du président sortant. A en croire les révélations faisant état des arrangements entre messieurs Kabila et Tshisekedi avant la publication des résultats et au regard de ces résultats, on constate que l'ancien régime conserverait le pouvoir à l'assemblée nationale, au Sénat et dans la majorité des assemblées provinciales. Les conséquences de ces arrangements minent l'avenir du pays, puisque, même si la forme pourra remaquiller les colorations des uns et des autres, il reste que dans



le fond, la grande majorité des gouverneurs des provinces et des sénateurs élus par les députés provinciaux seront de la coalition de Kabila. De même, le premier ministre devra provenir de la même coalition majoritaire au parlement. A cela s'ajoute le fait que quelques semaines avant les élections, le président sortant a procédé à la nomination des secrétaires généraux, piliers de l'administration du pays, et d'autres diplomates, colonnes de la politique extérieure de l'Etat. Cependant, si le combat du peuple a bien trouvé une légitimité dans l'organisation des élections susceptibles d'aider notre pays à sortir de la crise, comment expliquer la victoire de la coalition des pro-Kabila dans les élections législatives nationales et provinciales ? Une telle victoire ne contredit-elle pas la volonté du peuple au profit d'une véritable alternance qui trouve échos dans la déroute des pro-Kabila à la présidentielle ? Quel est l'avenir du Congo sur fond de cette fraude électorale ? Avec cette nouvelle fraude électorale, après avoir pris la mesure des événements, je puis affirmer sans ambages qu'à court terme, cette situation réactive la crise de légitimité, porte une grave entorse au processus de démocratisation et risque de ne pas résoudre les dérives sécuritaires dans le pays.

Une impasse à court terme

7. Tout d'abord, il est indéniable qu'une véritable alternance après ces élections aurait mis fin à la crise de légitimité qui a

détérioré la situation dans le pays depuis près de trois décennies. Mais, le simulacre d'alternance en cours, déjà décriée par le peuple, risque de relancer la crise de légitimité, en lieu et place de la juguler. En réalité, pour comprendre les enjeux présents sur lesquels se joue l'avenir du Congo, il est important de revenir sur le passé récent de mon pays, en particulier les événements de la fin du siècle dernier. Rappelons qu'à la fin des années 80, au cœur du profond marasme économique découlant de l'échec de différents plans de redressement économique et projets d'ajustement structurel, les évêques de la Conférence Episcopale du Zaïre (CEZ en sigle), interpelés par la misère du peuple, réunis pour la 26ème assemblée plénière en 1988, avaient clairement pointé la « *crise de légitimité et de stabilité du pouvoir* » qui entravait le développement de la nation et compromettait lourdement son avenir. Répondant aux consultations populaires initiées par le président Mobutu, le 14 janvier 1990, leur Mémoire du 9 mars 1990 dressait un réquisitoire très sévère du système politique mis en place depuis 1965, fustigeait la monopolisation du pouvoir politique par une petite clique et portait plus haut les aspirations du peuple pour la démocratie, la justice et la paix dans le pays. D'après l'épiscopat zaïrois d'alors, résoudre la crise de légitimité signifiait entraîner résolument le pays dans le processus de démocratisation. 

8. Si la crise de légitimité n'avait pas été résorbée au fil des années 90, c'est essentiellement parce que les aspirations fondamentales du peuple ont été ignorées, sans aucune forme de procès. L'entêtement des dirigeants bénéficiant incontestablement du soutien extérieur faisait obstacle aux aspirations légitimes du peuple qui n'hésitera pas à emprunter diverses voies de contestations pacifiques. A la suite de celles-ci, la Conférence Nationale Souveraine (CNS) a pu se tenir en faisant ainsi l'autopsie générale de la société congolaise, afin de proposer des solutions pour un avenir meilleur. Mais, le succès de cette gigantesque entreprise a été de courte durée, tel un poussin presque étouffé dans l'œuf. L'avènement au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila, qui voulait instaurer sa propre logique institutionnelle, a balayé du revers de la main les acquis de la CNS. La tendance, mieux la décision à passer sous silence les acquis de la CNS, laissait émerger progressivement les élans despotiques du nouvel homme fort du Congo qui a été porté au pouvoir par le soutien de l'Ouganda et du Rwanda, qui désormais voulaient aussi être associés au partage du butin. Pourtant, très vite, pour plusieurs raisons, et en particulier la prédation des richesses du sous-sol, la guerre et les rebellions ont envahi le nord et l'est du pays, laissant présager des velléités de l'émiettement du pays. De 1998 à 2001, Laurent Désiré Kabila fait appel à l'Angola et au Zimbabwe pour l'aider à défendre le territoire



national. Toutefois, en début 2001, Laurent Désiré Kabila est assassiné et un de ses fils adoptifs est imposé à la tête du pays. Puisant ses audaces et sa détermination dans la force militaire, le pouvoir de Kabila qui avait brisé le travail de la CNS, pensait édifier le pays à l'aide d'une capacité militaire étrangère, en mettant à l'écart les forces vives qui avaient milité à la démocratisation du pays. Cette crise de légitimité diagnostiquée depuis les années 90 se métamorphose et s'accroît au point qu'avec monsieur J. Kabila, l'autorité de l'Etat va quasi totalement s'évanouir. Presque partout dans le pays, on sent que l'Etat brille par son absence, tandis que son autorité fait défaut, sauf quand il s'agit de tracasser les paisibles citoyens ou de traquer les opposants au régime.

9. Au regard de cette crise de légitimité persistante, le leitmotiv est que l'avenir du Congo ne se déploiera nulle part ailleurs que dans la démocratie qui implique l'Etat de droit, le respect des libertés, et donc le sens de la vérité inhérente aux aspirations du peuple à la vertu et à son bonheur. La vérité est la racine de la justice et de la réconciliation qui élèvent la nation et favorisent les conditions nécessaires au développement intégral dans le peuple. Rappelons qu'en 1990, les premiers jalons de ce fragile processus de démocratisation étant démantelés par le pouvoir de l'époque, les évêques, conscients de l'impasse vers laquelle menait la crise politico-économique, publiaient le 16 juin,

la déclaration « *Tous appelés à bâtir la Nation* » qui une fois de plus montrait que l'avenir du pays était dans la démocratisation dont le socle réside dans la promotion de la vérité, des libertés fondamentales, de la justice et de la paix.

10. Dans un contexte où leur rôle était paradoxalement contesté ou carrément ignoré, les évêques n'avaient pas manqué de rappeler leur mission dans les termes suivants: « *Mère et éducatrice des peuples, l'Église ne peut rester insensible aux souffrances de ses enfants ni garder le silence en ces jours où ils vivent des événements tragiques, ni encore moins les abandonner à eux-mêmes en ce moment où, s'engageant sur des voies nouvelles, la Nation tout entière avance à petits pas et comme à tâtons* » (Conférence Episcopale du Zaïre, *Tous appelés à bâtir la nation*, 1). Depuis ce temps, contre vents et marées, l'Eglise et d'autres acteurs se sont investis dans l'éducation civique de la population. La voie nouvelle qui était celle de la démocratisation exigeait une formation de consciences au sens de la vérité et de la justice, au respect des droits fondamentaux, principalement le respect de la vie, qui est le premier des droits. Cette posture de l'Eglise dévoilait d'emblée son projet volontairement ambitieux : amener le peuple et ses dirigeants à rompre avec les anciennes habitudes qui avaient conduit à la crise, pour les entraîner à

construire l'Etat de droit dans la vérité qui sous-tend la bonne gouvernance et la justice qui bannit toute corruption et impunité.

11. Durant trois décennies, l'Eglise catholique comme les autres confessions religieuses et quelques franges de la société civile poursuivaient la formation civique et électorale du peuple. Il fallait que ce dernier comprenne ce que signifient les élections, pourquoi, pour qui et comment voter ? L'engouement du peuple pour les élections libres, crédibles reste également le fruit de ce travail d'éducation civique qui montre que le peuple de façon générale a aujourd'hui pris la mesure des enjeux de la démocratie. En fait, au fil de ce temps, la ferme prise de position de l'épiscopat congolais à travers ses messages et son action tant éducative que caritative, aussi originale qu'elle puisse être dans l'histoire de mon pays et de celle de l'Afrique, s'inscrit pourtant dans la tradition avérée et constante de la doctrine sociale de l'Eglise comme le rappelle le passage suivant : *« L'Eglise, pour sa part, s'engage à promouvoir en son sein et dans la société une culture soucieuse de la primauté du droit. À titre d'exemple, les élections constituent un lieu d'expression du choix politique d'un peuple et sont un signe de la légitimité pour l'exercice du pouvoir. Elles sont le moment privilégié pour un débat politique public sain et serein, caractérisé par le respect des différentes opinions et des différents groupes politiques. Favoriser un bon déroulement des élections suscitera*

et encouragera une participation réelle et active des citoyens à la vie politique et sociale. Le non-respect de la Constitution nationale, de la loi ou du verdict des urnes, là où les élections ont été libres, équitables et transparentes, manifesterait une défaillance grave dans la gouvernance et signifierait un manque de compétence dans la gestion de la chose publique » (Africae Munus, n°81). De façon constante et plus intensément à partir des années 90, l'engagement de l'Eglise pour la démocratisation signifiait davantage former le peuple à comprendre l'Etat de droit dont l'avènement et la consolidation passent particulièrement par des élections libres, transparentes et crédibles qui résorbent la crise de légitimité et font renaître la confiance aux institutions de la République. Raison pour laquelle, même confrontée à des graves risques de compromissions du processus électoral, l'Eglise a dû militer pour le respect de la constitution et pour la vérité des urnes.

12. Enfin, avec le risque de la crise de légitimité et l'entorse à la démocratisation, des lourdes inquiétudes pèsent sur l'insécurité qui fait tache d'huile dans le pays. L'impact de l'éducation civique du peuple fera que le peuple et les politiciens déçus obtempèrent à l'appel au calme, à la retenue et à la paix lancé par la CENCO et les autres acteurs. Cependant, les inquiétudes ne résident pas sur les tensions nouvelles, mais sur la persistance et l'intensification des tensions actuelles. Il n'est un

HP

secret pour personne qu'avec L.-D. Kabila, mais surtout avec J. Kabila, une autre page sinistre s'ouvrait dont l'agenda principal n'était rien d'autre que le pillage systématique des ressources du Congo par différents protagonistes qui se camouflaient derrière la guerre qui porta ces messieurs au pouvoir. En 2002 à Sun City en Afrique du Sud, au terme de quatre ans de conflits et de dix-neuf mois de négociations, un accord partiel était signé entre les différentes forces de la guerre au Congo, sanctionnant ainsi la fin de la guerre et des rebellions, et consacrant le partage du pouvoir entre les forces en présence, d'où la formule 1+4, soit un président secondé par quatre vice-présidents. Mais, les groupes rebelles continueront à se multiplier jusqu'à ce jour. En réalité, cet accord qui entendait rétablir la légitimité du pouvoir en place et renouer avec la démocratisation des institutions, mettait en place un gouvernement d'union nationale, tout en comprenant dans sa feuille de route principalement le projet de la réunification, de la pacification et la reconstruction du Pays. Au nombre de ses objectifs, il comptait la restauration de l'intégrité territoriale, et le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national, en vue de la réconciliation nationale, tout en s'appuyant sur la formation d'une armée nationale, restructurée et intégrée, pour culminer sur l'organisation des élections libres et transparentes à tous les niveaux, permettant dès lors la mise en

HP

place d'un régime constitutionnel démocratique et la mise en place des structures devant aboutir à un nouvel ordre politique.

13. Le risque, sinon du renforcement, en tout cas du maintien des méthodes de répression sauvage de celles et ceux qui tentent de dénoncer la fraude, la mégestion et la corruption, pointe bien à l'horizon. Pas un seul jour ne passe en RD Congo, sans que l'on ne tue, l'on ne viole, l'on ne torture, sans que l'on ne réprime par la force les paisibles citoyens. D'une part, des rapports d'enquêtes menées par plusieurs organisations accusent certains responsables civiles et militaires du régime dans l'approvisionnement et le maintien des groupes armés à l'est du pays. Le peuple, qui n'est pas dupe, doute sur la volonté réelle des dirigeants de mettre fin à cette guerre entretenue pour ponctionner les ressources et les minerais du Congo vers l'étranger, en passant par certains pays voisins. Alors que la situation sécuritaire et humanitaire était déjà très préoccupante et précaire, d'autres foyers de tensions dans le Kasaï et à Yumbi, dans l'ancienne province du Bandundu viennent occuper le devant de la scène. Sans entrer dans le détail de ces récentes tragédies, il nous suffit de rappeler avec la CENCO que *« L'insécurité quasi-généralisée à travers le territoire national influe directement sur la vie des personnes. Elle porte atteinte à la dignité humaine et au respect des droits humains. C'est le cas au Grand Kasaï où les*

affrontements entre les forces de l'ordre et les miliciens ont causé beaucoup de pertes en vies humaines. Après neuf mois de conflit, il nous a été signalé à ce jour plus ou moins 3.383 morts, plus de 80 fosses communes, plus d'un million de déplacés internes et plus de 30.000 réfugiés en Angola. Nous y déplorons des destructions méchantes : 60 paroisses profanées et fermées, 31 centres de santé catholiques saccagés, 141 écoles catholiques endommagées et fermées, 3.698 habitations privées détruites, 20 villages complètement détruits [...]. Nous constatons aussi la présence massive, incontrôlée et permanente des groupes armés étrangers sur le territoire national semant désolation dans la population locale et constituant pour elle une véritable source d'inquiétude » (Le pays va mal, n°5-7). D'autre part, certaines personnes sont tuées et emprisonnées en raison simplement de leurs opinions contraires au régime en place. A ce sujet, les accords invitaient à la décrispation de la scène politique avant les échéances électorales. Bien plus, lors des manifestations organisées particulièrement par le Comité Laïc de Coordination, plusieurs personnes ont été tuées, blessées et arrêtées.

14. A travers cette fraude électorale, c'est à peine si l'on peut croire à un tel opprobre dans un pays qui a connu des vives tensions avant et après les élections. En 2006, sur fond d'une campagne électorale émaillée d'intenses violences, les scrutins

étaient organisés pour mettre en place un nouvel ordre politique. Mais, les résultats de ce scrutin ont été contestés, puisque les différents observateurs ont bien noté la victoire d'un autre candidat en lieu et place de J. Kabila proclamé pourtant comme vainqueur. En plein centre-ville de Kinshasa, la guerre avait éclaté entre les deux clans politiques en compétition, faisant plusieurs victimes et de graves dommages matériels. Le même scénario s'est reproduit en 2011 au détriment du candidat présidentiel Etienne Tshisekedi qui revendiquait la victoire attribuée frauduleusement à J. Kabila. **J'avais en ce temps fait remarquer que les résultats proclamés par la CENI n'étaient conformes ni à la vérité, ni à la justice.** Cette fois-ci, on peut donc confirmer que la fraude, le mensonge et la corruption sont érigés en système de gouvernance par un groupe d'individus qui ont pris tout le pays en otage. Or, à voler chaque fois la victoire du peuple, il y a donc risque que tout le travail réalisé pour la démocratisation soit rejeté par le peuple qui ne croirait plus à la démocratie et prêterait le flanc au retour du cycle de violence orchestré par de vendeurs d'illusions à la solde des multinationales avides des richesses minières congolaises. Les défis sécuritaires étant déjà considérables, nous formulons le vœu de la victoire de la vérité des urnes qui seule comporte la force de persuader le peuple que ses aspirations étant respectées, tout projet de violence viendrait faire impasse sur son relèvement.



Mais, ces irrégularités intentionnellement orchestrées peuvent-elles ébranler les espoirs d'un avenir radieux en RD Congo ?

L'espérance ne déçoit pas !

15. Si à court terme, la fraude électorale est entrain de conduire le pays vers une impasse, il reste que sur le long terme, l'œuvre d'éducation civique et électorale entreprise par différents acteurs porte déjà ses fruits et permet de raviver la confiance que les questions de la population, de l'Etat de droit, de l'éducation, de l'économie, des services publiques, de la relance de l'agriculture seront prises en charge par les congolais qui continueront à lutter pacifiquement afin de construire un Congo plus beau qu'avant. Nonobstant l'échec de certaines organisations sous-régionales et internationales à trouver des solutions efficaces sur le Congo où la guerre a fait des millions des morts, le peuple qui voit ses aspirations mutilées et son espérance entravée, ne perd pas de vue que l'avenir est entre ses mains chaque fois que les évènements contraires l'obligent à trouver d'autres raisons de vivre et d'espérer. Une telle espérance pousse constamment le peuple à une véritable éthique de précaution et de ses responsabilités. Si ces élections débouchaient sur une véritable alternance, le peuple commencerait alors une réconciliation enracinée dans la vérité, en vue de la paix durable et de la justice communautaire, aidé par le travail de mémoire. Le pape Benoit

XVI affirme à ce propos : « *Pour devenir effective, cette réconciliation devra être accompagnée par un acte courageux et honnête : la recherche des responsables de ces conflits, de ceux qui ont commandité les crimes et qui se livrent à toutes sortes de trafics, et la détermination de leur responsabilité. Les victimes ont droit à la vérité et à la justice. Il est important actuellement et pour l'avenir de purifier la mémoire afin de construire une société meilleure où de telles tragédies ne se répètent plus* » (Africae Munus, n° 21). Même si cette vérité et cette justice ne trouvent pas gain de cause dans les résultats des élections, la responsabilité du peuple est créatrice de possibilités nouvelles, voire inédites de les revendiquer et de les réaliser.

16. Cette responsabilité de l'espérance qui dans l'Etat de droit impose à tous l'impératif de la vérité et de la justice, ne peut opérer que grâce à une sagesse de la gestion des populations. L'identification et le recensement des populations sont un préalable au respect des droits et des libertés, à l'Etat de droit. Pour respecter les droits des personnes, il convient qu'elles soient nommément connues et formellement identifiées. Des dizaines, voire centaines de milliers des personnes qui meurent suite à des violences et d'autres catastrophes sont simplement ignorées, car elles ne sont pas identifiées. Si elle est bien menée, cette identification aidera de nombreuses familles meurtries par deux

décennies de guerre de retrouver l'espérance de se recomposer. **Une saine gestion des populations** pourrait alors soutenir des grandes réformes dans l'éducation, dans l'administration, en vue d'une distribution équitable de la richesse du pays. Plus les années passent, plus il devient difficile de faire un sérieux travail de mémoire et de réparation vis-à-vis des victimes. Depuis les années 90, on peut se rendre compte que l'avenir du Congo a été chaque fois compromis puisque les véritables aspirations du peuple ont été étouffées et les contestations pacifiques ont été réprimées dans le sang. L'oubli de toutes ces victimes est contraire à la responsabilité pour l'avenir qui suppose un travail de mémoire.

L'identification des populations ajoute un relief particulier à la politique de collaboration, de participation en vue de l'équité : « *Il s'avère impérieux de respecter fidèlement les aspirations légitimes du peuple, spécialement en ce qui concerne l'instauration d'un système politique beaucoup plus démocratique, et recréer un climat de confiance entre le peuple et ses dirigeants. Toutes les dispositions doivent être prises à cet effet. Il est donc urgent de relancer la marche de la Nation [...] et de définir le cadre institutionnel de participation et de collaboration de tous les citoyens à la réalisation progressive du nouveau projet de société zaïroise. [...] Il importe de privilégier toutes les voies et solutions fondées sur la vérité, le dialogue, le consensus national, le respect de la liberté et de la dignité humaine* » (CEZ, Tous appelés à bâtir

la nation, 20-22). Durant trois décennies, l'avenir du Congo a été désorienté par ses dirigeants qui, méprisant leurs propres populations, s'enrichissaient impunément et servaient les appétits des puissances étrangères et des individus mafieux en bradant les ressources du pays, afin de bénéficier en retour de leur protection et nullement de la confiance du peuple.

17. L'espérance qui appelle au courage de la responsabilité du peuple concerne également le secteur de l'économie, dans son sens le plus strict comme gestion de la maison commune. Une telle gestion grandit dans la vérité, la justice et l'implication de toute la nation. Le Congo est la maison commune de chaque fille et fils de ce pays, et personne ne doit en exclure un autre sous quelque prétexte que ce soit. L'importance de sa population, couplée à la grandeur de sa superficie, est un atout majeur au bénéfice d'une solide économie. Mais, la fraude électorale n'est en réalité que la fine pointe d'un iceberg qui cache tout un système de prédation des ressources du Congo. En effet, **sur le plan économique**, le peuple avait dû attendre 2006 pour voir arriver un plan de reconstruction du pays avec **le programme présidentiel des cinq chantiers de la République** censés être cinq voies prioritaires pour le développement du pays, à savoir : les infrastructures (routes, rails, ponts), la création d'emplois (qui passe par *HP* l'amélioration du climat des affaires et les investissements),

l'éducation (les écoles et les universités sont à reconstruire), l'eau et l'électricité, et enfin, la santé. Mais, le peuple n'a pas attendu que les cinq ans du mandat présidentiel s'écoulent pour dénoncer une vaste escroquerie et un projet qui en fait visait à démembrer les grandes entreprises minières du pays et brader les riches concessions minières du pays, en vue de piller davantage le sous-sol congolais. A travers l'attribution de juteux contrats miniers à des multinationales et autres sociétés étrangères au détriment de l'Etat, Joseph Kabila entendait bien trouver de partenaires qui l'aideraient à consolider son pouvoir.

18. En 2011, Joseph Kabila prétendait mettre le pays en route vers **une révolution industrielle dite révolution de la modernité**, en assignant à son gouvernement le cap vers l'émergence. Au bénéfice du pays, il devrait s'agir d'un projet ambitieux qui à long terme aurait entraîné le développement et l'industrialisation de la R. D. Congo. Mais, en réalité, il était question d'un slogan de plus au contenu creux qui s'ajoutait à la longue liste des expressions démagogiques, telles que « retroussons les manches », « le septennat du social », « tout doit changer et tout va changer », etc. Dans un pays où pourtant quasiment tout semble à reconstruire, seuls quelques bouts de route ont été réparés, une pincette d'hôpitaux réfectionnés, une insignifiante poignée des bâtiments construits et innovés, etc.

Quand bien même beaucoup étaient embobinés jusqu'à ce qu'ils finissent par y croire, il reste que la grande majorité retorquait aux dirigeants que le principal chantier ou la première révolution consistait dans **le changement des mentalités**, un changement qui doit commencer par la tête, pour contaminer tout le corps. Le peuple attendait de tous ses vœux que ses dirigeants abandonnent la corruption, le détournement du denier public, toutes ces anti-valeurs qui ont assombri la deuxième République. Refusant d'être pris au piège d'un nouveau mensonge, le peuple qui comprenait désormais mieux sa destinée discernait à bon escient que c'est l'homme congolais convié au changement des mentalités qui doit être mis au cœur de tout projet de développement de la nation. A l'occasion de la messe de Pâques 1997, j'indiquais que le changement ne doit pas se réaliser à la manière de la mue du serpent qui garde complètement sa nature, mais selon la métamorphose de la chenille qui se transforme en papillon. Ce changement pose en dernière analyse la question du développement intégral de l'homme qui demande une approche et une réponse globales, en s'appuyant sur une éducation dont les assises anthropologiques sont crédibles (cf. *Africae Munus*, n° 71).

19. A la tête des anti-valeurs qui minent la société congolaise, trône **la corruption**. En effet, avec l'impunité qui continue à battre son plein, l'argent du contribuable est systématiquement détourné

par des gestionnaires à la solde des gouvernants. Des hommes intelligents et compétents très souvent, mais par corruption de leur conscience, perdent de vue l'intérêt général de la nation au profit du clan ainsi que de la famille politique et biologique. La politique est devenue l'arène de l'enrichissement facile, rapide et illicite. Différentes enquêtes et études ont dévoilé une part importante de **l'incommensurable fortune** que Joseph Kabila a amassé durant ses 17 ans au pouvoir, entre autres par le déboulonnement des entreprises publiques et le trafic illicite des ressources minières du pays. Après lui, les ministres et les généraux font ou tentent de faire pareil. Les revenus de l'économie, les impôts, l'aide internationale sont systématiquement détournés sans réellement profiter au peuple. De l'aveu maintes fois répété de la population, cette corruption a infestée même les structures de base de la société. Très souvent pour réussir aux examens, les écoliers et les étudiants se trouvent obligés de corrompre les professeurs. Pour bénéficier d'une consultation médicale et de la prise en charge requise, les familles des patients doivent soudoyer le personnel soignant dans les hôpitaux publics et centres de santé de l'Etat, du reste sous-équipés et mal entretenus. Dans certains coins où l'électricité et l'eau potable sont encore fournies, bien souvent la population est contrainte de passer par des moyens frauduleux pour conserver un tel luxe. Des barrières qui jonchent les routes ne justifient souvent leur persistance que parce qu'elles



permettent aux policiers, militaires et d'autres services de rançonner les paisibles citoyens et commerçants. Durant le processus électoral, les policiers en poste dans les bureaux d'enrôlement acceptaient systématiquement de l'argent pour laisser ceux qui venaient en retard tandis que les honnêtes gens venues tôt moisissaient toute la journée sous un soleil de plomb. Pire, la CENCO n'a pas manqué de signaler des tentatives d'achat de cartes d'électeurs et de corruption de membres de bureaux de vote par certains candidats. Bref, la lutte contre la corruption érigée en système de gouvernance ne peut qu'aider à la relance de l'économie et à la mise en place des politiques efficaces en matière de l'éducation, de la santé et d'autres infrastructures de base. Il n'y a pas de relèvement de l'économie sans cette responsabilité collective, sans une éthique qui lutte impartialement contre les corrompus, les corrupteurs, les fraudeurs, les profiteurs et les paresseux.

20. Or, on sait que le Congo, aujourd'hui plus qu'hier, à l'ère de la transition énergétique, est au centre des enjeux mondiaux du développement et du climat. Par la grandeur de son bassin hydrographique et sa situation stratégique au cœur de l'Afrique, le Congo est un partenaire incontournable pour offrir de l'eau potable à plusieurs pays. Depuis quelques années, la densité et la qualité de sa forêt occupe le cœur du grand projet environnemental qui

visé à réduire l'échauffement de la planète. Son barrage hydroélectrique d'Inga possède une grande capacité pour fournir l'électricité propre à plusieurs pays de la sous-région. A l'horizon 2035, il est possible que la transition vers les véhicules électriques passe à l'échelle de 50%, exigeant des millions de tonnes en plus dans la production du cuivre. De même, la production de Nickel et celle de cobalt doivent être décuplée pour répondre aux différentes demandes. Bref, les minerais du Congo sont très sollicités par les multinationales dont la grande majorité en présence au Congo trempe dans la corruption et encourage des évasions fiscales. Au niveau de la population, le Congo est parmi les premiers pays dont le taux des jeunes est le plus élevé, si bien que ces jeunes par leur dynamisme peuvent largement influencer la vie de l'Afrique et du monde. La RD Congo a le potentiel nécessaire à son émergence, avec son énorme superficie des terres arables, elle est capable d'être le grenier de l'Afrique.

21. La responsabilité citoyenne ne se consolide qu'à travers une politique efficace de l'éducation nationale qui garantit le droit et l'accès de tous à l'éducation. Cette éducation doit se construire sur des valeurs humaines fondamentales dont la liberté, la vérité et la justice. L'avenir du Congo convie à former des jeunes qui n'ont pas peur, mais travaillent dans la sérénité et restent confiants dans l'avenir. Depuis 1990, l'épiscopat n'a ménagé aucun effort pour

dénoncer une politique de terreur qui au final entretient des gangs. Il notait : « *Nous nous rendons [...] à l'évidence que la situation présente est caractérisée par la peur, l'angoisse et l'incertitude face à l'avenir* » (cf. CEZ, *Tous appelés à bâtir la nation*, 6). Mais, grâce l'éducation civique, depuis quelques années, le peuple apprend à défendre ses droits en martelant courageusement que désormais « la peur a changé de camp ». L'espérance impose « *d'impliquer directement la jeunesse dans la vie de la société et de l'Église, afin qu'elle ne s'abandonne pas à des sentiments de frustration et de rejet devant l'impossibilité de prendre en mains son avenir, particulièrement dans les situations où la jeunesse est rendue vulnérable par le manque de formation, le chômage, l'exploitation politique et toutes sortes d'addictions* » (Africae Munus, n°63).

La foi en la vérité

22. La lutte pour la vérité fait partie des valeurs fondamentales de la démocratie et de l'Etat de droit, dans la détermination à déjouer les rhétoriques démagogiques et une diplomatie de la langue de bois. Le mépris de la vérité avait conduit au non-respect de la Constitution à la fin du deuxième mandat de Joseph Kabila en envenimant la crise qui ruinait déjà les institutions du pays. La CENCO avait fait observer que l'origine de la conjoncture misérable dans laquelle vivait le peuple congolais est une

conséquence de la persistante crise sociopolitique due principalement au déficit de vérité et de justice dans la résolution du contentieux électoral et à la non-organisation des élections conformément à la constitution qui par ailleurs ne devrait nullement être violée en ces articles verrouillés. Après le naufrage du dialogue de la cité de l'OUA, la présidence avait confié à la CENCO la mission de bons offices en vue de conduire le dialogue d'où sont sortis les accords dits de la Saint Sylvestre. Malheureusement, ces accords étaient torpillés par le président Kabila lui-même au point de perdre complètement de leur substance, si bien que le cadre pour des élections réellement inclusives et apaisées n'était plus garanti. Six mois après la signature de ces accords, réunis en la 54ème Assemblée Plénière Ordinaire à Kinshasa, du 19 au 23 juin 2017, les Archevêques et Evêques, Membres de la CENCO pensant les ambiguïtés de l'interprétation de ces accords, écrivaient : « *L'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 contient des pistes de solutions à la sortie pacifique de cette crise. Par manque de volonté politique, la mise en œuvre intégrale de cet Accord est insignifiante. Au mépris de la souffrance de la population, les acteurs politiques multiplient des stratégies pour le vider de son contenu, hypothéquant ainsi la tenue d'élections libres, démocratiques et apaisées. C'est pourquoi, nous exhortons toutes les parties prenantes à l'Accord à assumer pleinement leurs* » 

responsabilités de bonne foi et par amour pour la patrie. Des prétendues solutions mises en place ne contribuent pas à la cohésion nationale. Elles risquent plutôt de hâter l'implosion de notre cher pays. N'allons pas à contre-courant des idéaux de l'indépendance » (Le Pays va mal, n°14). Il est temps de sortir de ce cycle de mensonge et d'injustice, de corruption et de prédation, un cycle où Joseph Kabila, en fin de compte, s'est permis de rester fermement en place au-delà d'un départ nominal en fabriquant des résultats électoraux non-conformes à la vérité des urnes, afin de permettre aux congolais de poursuivre la démocratisation des institutions, d'en finir avec la guerre et de s'engager dans la véritable voie du développement du pays. Il est temps finalement que les minables dégagent définitivement avec l'avènement d'hommes et femmes politiques totalement nouveaux !

23. Que conclure quant à l'avenir du Congo? Ma position personnelle est que le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme doit prévaloir dans un Congo futur. Il ne faut pas que le véritable vainqueur d'une élection soit empêché d'être proclamé vainqueur parce que le régime en place contrôlerait toutes les institutions responsables des résultats des élections. Des commissions électorales futures sous le contrôle exclusif d'un gouvernement à la gouvernance désastreuse ne peuvent que mener à un désastre électoral plus grand encore. Il est

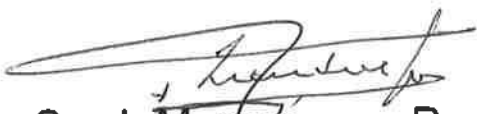
inconcevable que tout ceci arrive dans un pays où est présent la plus grande mission civile et militaire de l'ONU. Le fiasco électoral actuel sous la présence de la mission de l'ONU est incompréhensible. A l'avenir, cette mission ainsi que ses chefs doivent être du côté des congolais et ne devraient point donner cette impression maintes fois observée d'être de connivence avec le régime dictatorial en place. Aucun argument sur la soi-disant souveraineté nationale ne pourra faire le poids sinon cette même mission de l'ONU ne serait point devenue presque une mission permanente depuis bientôt 20 ans.

24. Une partie des problèmes mentionnés ci-dessus se réduit à la mauvaise gouvernance: Il y a un manque cruel d'un leadership compétent, responsable, visionnaire et intègre, capable de faire fructifier le formidable potentiel du Congo pour la prospérité de sa population et celle de ses amis. Je ne vois pas comment la continuation du régime de Kabila sous d'autres formes telle qu'opérée par le fiasco électoral du 30 décembre 2018 améliorera la gouvernance du Congo, étant donné que du vin supposément neuf a été versé dans de vieilles outres. En lieu et place de ces calamiteuses élections, un gouvernement de transition sans Kabila, conduisant à des élections justes et libres, aurait permis aux congolais de prendre leur destin en mains.

25. La question qui se pose maintenant est évidemment celle de savoir quelle voie suivre après tant de subterfuges qui ont fait glisser le pays dans une dictature de plus en plus barbare qui est allée jusqu'au sacrilège de la profanation de nos églises et à la disparition de la possibilité d'une alternance politique crédible et démocratique au Congo ainsi qu'à l'encouragement du tribalisme afin de diviser pour régner. Il fallait forcer Joseph Kabila et son régime de démissionner immédiatement. Cela n'a pas été fait et nous avons hérité d'une continuation du même régime sous une forme masquée. Fasse le ciel qu'il en soit autrement !

Enfin, pour finir de répondre à la question de notre propos de ce jour, à savoir quel avenir le Congo aura après la fraude électorale du 30 décembre 2018, nous faisons confiance en notre peuple pour surprendre, car seul le peuple Congolais doit être au centre des solutions qui permettront d'écrire son histoire d'un avenir meilleur, prospère et radieux.

Je vous remercie pour votre aimable attention.


+ L. Card. Monsengwo Pasinya